



Face à la politique criminelle de l'Union européenne :

DE L'AIR, OUVREZ LES FRONTIÈRES !

Depuis le 11 septembre, 11 000 exilés, hommes, femmes et enfants, sont arrivés sur l'île italienne de Lampedusa, dont les capacités d'accueil sont déjà saturées. On a vu les gestes de solidarité des habitants face à la détresse de ces familles de migrants. Mais les principaux gouvernements de l'Union européenne, eux, ont aussitôt décidé de fermer leurs frontières à ces réfugiés. L'Italie a déclaré l'état d'urgence sur l'île et la fin de l'accès aux demandeurs d'asile, suivie de l'Allemagne et de la France, qui renforce les contrôles sur toute la frontière franco-italienne.

Larmes de crocodile... et responsabilités de l'impérialisme

Crises économiques, catastrophes naturelles et guerres poussent toujours plus de personnes sur les routes de l'exil. Le séisme qui a frappé le Maroc, survenu dans une région très pauvre, a fait plusieurs milliers de victimes. Et avec le cyclone qui a dévasté la ville de Derna en Libye, plus de 10 000 personnes sont portées disparues. Verser quelques larmes sur ces catastrophes ne coûte rien aux dirigeants européens.

Mais pas question de reconnaître leurs responsabilités dans la situation de nombreux pays d'Afrique... et encore moins de les assumer. Les grands groupes français font des affaires au Maroc et profitent de la grande misère du peuple marocain, gardienné par un roi milliardaire. Quant à la Libye, c'est l'intervention militaire des puissances impérialistes (la France en tête) en 2011, qui l'a plongé dans le chaos. Elles prétendaient alors agir pour renverser la dictature de Kadhafi, à laquelle elles avaient pendant des années sous-traité la sale besogne de garde-frontière, la chargeant de parquer dans des camps les candidats à l'émigration. Depuis, le pays est déchiré entre des seigneurs de guerre qui obtiennent l'appui de pays riches, dont la France, en monnayant le pétrole et la rétention des

migrants qui voudraient rejoindre l'Europe mais sont réduits à une vie d'esclavage.

Et l'Union européenne passe la brosse à reluire à Kaïs Saïed, le président tunisien qui, lui-même, mène en Tunisie une campagne raciste contre les migrants venus d'Afrique sub-saharienne. Elle vient même de lui promettre, ce dimanche, de nouvelles subventions pour qu'il ouvre en Tunisie de nouveaux camps pour bloquer les migrants de l'autre côté de la Méditerranée.

Ne pas nous laisser diviser

Les dirigeants des pays riches sèment misère, exploitation et chaos dans le monde entier, mais tablent sur une xénophobie soigneusement entretenue, pour mieux nous diviser entre exploités. Macron n'est pas le dernier quand il s'agit d'emboîter le pas à l'extrême droite. Il a lancé son idée de référendum sur l'immigration, pour tenter de détourner notre attention des problèmes essentiels : salaires et pouvoir d'achat face à une inflation galopante. Et voilà qu'il enchaîne les gesticulations, décidant maintenant de priver les étudiants venant du Mali, du Burkina Faso et du Niger de toute possibilité de poursuivre leurs études en France. Une manière de se venger sur eux de la remise en cause de la présence française au Sahel, alors que c'est avant tout la population de cette région qui subit les conséquences des coups d'État militaires.

Interdire l'accès à l'Europe a pour seul effet de rendre les routes migratoires toujours plus dangereuses. La Méditerranée se transforme en cimetière, avec des milliers de morts chaque année. Il y a les moyens d'accueillir dignement ces exilés, qui seront demain nos camarades de travail et doivent avoir les mêmes droits. Comme il y a les moyens d'augmenter nos salaires.

Pour cela, il faut s'en prendre aux profits des patrons. Car ceux qui prétendent le contraire sont justement ceux qui s'engraissent par l'exploitation de notre classe sociale, une exploitation qui, elle, ne connaît pas de frontières. Travailleurs et travailleuses de tous les pays, unissons-nous !

Pas la peine de courir

En supprimant 16 emplois, la direction a surchargé tout le monde, Paris 11 et collecteurs. Moins nombreux pour travailler, c'est la galère en perspective pour tous.

Le mieux que nous ayons à faire, c'est de mettre la pédale douce. Si La Poste veut que le courrier passe, elle a les moyens d'embaucher.

On n'est pas les « zonards » de La Poste

Samedi, sur les îlots, les facteurs ont reçu des caddies en mode Kinder Surprise : pas de plan des nouvelles tournées, impossible de classer les recos. Les zones sont encore énormes et il faudrait tout passer ?

Pour les galères, ça sera sans nous : le prochain coup on pourrait bien renvoyer les caddies à la direction.

L'oncle Picsou et sa morale à deux balles

« Ça ira mieux après, les réorgs c'est toujours dur au début », nous répète l'encadrement. Donc en gros la direction a renvoyé des intérimaires, n'a mis aucune aide – à part quatre collègues du centre d'entraide qui font ce qu'ils peuvent –, mais envoie les chefs nous seriner « encore un effort ! ».

La Poste n'est pas devenue une entreprise multimilliardaire par hasard... À bon entendeur.

Vaut mieux s'arrêter de pédaler

Pour supprimer deux lignes dans le 11^e, la direction a chargé à bloc les trois facteurs UI qui partent en vélo, alors que c'est dangereux de mettre trop de poids dans le caisson arrière.

La direction se moque de notre sécurité du moment qu'elle peut nous faire trimer. Pas question qu'elle nous envoie dans le mur.

Dans le jus de chaussette

Nous avons eu droit au sempiternel petit déj pour mieux faire passer la réorg. Il valait mieux s'abstenir, des fois qu'un croissant nous reste en travers de la gorge.

La voiture de fonction est fournie ?

Il paraît que la chasse aux retards est ouverte ? Mais la direction a un train de retard : dans les transports en commun, c'est comme à La Poste, il n'y a pas assez d'embauches pour nous conduire toujours à l'heure.

Il faut vraiment tout lui expliquer...

Salades ministérielles

Alors qu'un sondage révèle que la moitié des étudiants sont obligés de sauter des repas par manque de moyens, la ministre des PME, Olivia Grégoire, préconise, pour lutter contre l'inflation, de mettre en place... des cours de cuisine à l'école. Histoire de savoir comment bien cuire des patates à l'eau ?

L'Étincelle devient Révolutionnaires

Le bulletin que vous avez entre les mains, distribué depuis des années sous le nom *L'Étincelle*, change de nom. Il s'harmonise avec celui des quelques dizaines de bulletins d'entreprise diffusés par le NPA, et de son nouveau journal : *Révolutionnaires*.

Son objectif reste le même : dénoncer les mauvais coups de la direction et du gouvernement, et dire que nos vies doivent passer avant les profits.

Révolutionnaires, un nouveau nom pour un bulletin et un journal de ceux qui luttent pour changer la société.

USA : grève historique dans l'automobile

Depuis le 15 septembre, les travailleurs de l'automobile aux États-Unis sont en grève simultanée chez les trois plus grands constructeurs du pays (Ford, General Motors et Stellantis). C'est une première depuis les années 1930.

Après un vote unanime pour la grève, le syndicat du secteur, l'United Auto Workers (UAW), revendique des augmentations de salaire de 36 % sur quatre ans, une diminution du temps de travail et une amélioration de la retraite. Quoi de plus normal, alors que les bénéfices ont explosé dans le secteur et que les PDG se sont eux-mêmes augmentés de 40 % !

Le mouvement implique déjà près de 13 000 grévistes sur trois sites. L'énergie et la volonté de lutter des travailleurs de l'automobile pourrait bien infliger un sacré coup aux « Big Three », et montrer l'exemple bien au-delà des frontières américaines.

Contre le racisme et les violences policières

Tous et toutes dans la manifestations, à l'appel d'associations et collectifs, syndicats et organisations politiques, dont le NPA.

**Samedi 23 septembre à 14h
Gare du Nord**

À Carhaix, la fermeture des urgences ne passe pas

Les habitants de Carhaix, en Bretagne, ont déjà mené il y a quelques années une lutte victorieuse pour conserver leur hôpital public. Mais aujourd'hui, le gouvernement a décidé de fermer les urgences. Seules les urgences absolues seront prises en charge, dans tout autre cas il faudra faire une heure de route !

Les habitants et les hospitaliers ont organisé manifestations et rassemblements. Celui de la semaine dernière s'est transformé en un envahissement qui a duré quatre bonnes heures.

Les représentants du ministère de la Santé, retenus toute la journée, savent maintenant qu'il ne sera pas si simple de faire des économies sur notre santé.